

**Communication Universities Allied for Essential Medicines - UAEM**

**Ana Bocquet et Juliana Veras**

**Implantation de politiques de licences socialement responsables dans les Universités et Institutions de Recherche financées par des fonds publics**

La gestion de la propriété intellectuelle (PI) au sein des universités et institutions de recherche (IR) a le potentiel d'accélérer ou de limiter l'accès aux technologies de santé financées par des fonds publics pour l'ensemble des patients et citoyens du monde. Selon une enquête menée sur seulement trois domaines thérapeutiques - infections, maladies cardiovasculaires et d'Alzheimer - en 2010, le milieu académique détenait approximativement 1 sur 5 des brevets déposés.<sup>1</sup> Les universités et les IR restent des acteurs incontournables dans le processus de la R&D biomédicale. Considérant leur mission et leur responsabilité de donner priorité et veiller sur l'intérêt public dans leurs activités de recherche, les incitations publiques destinées à la valorisation de la recherche biomédicale doivent, de façon cohérente, promouvoir activement et non pas limiter l'accès abordable aux innovations de santé issues de la recherche financée par des fonds publics. Or, les innovations de santé qui font aujourd'hui l'objet des fortes tensions sociétales en raison de l'insoutenabilité de leurs prix pour les systèmes de santé publique découlent en grande partie de la recherche financée par des fonds publics.<sup>2</sup>

Pour remédier à l'incohérence qui peut découler d'incitations mal alignées entre les usages de la PI et les priorités de santé publique, Universities Allied for Essential Medicines - UAEM, une association étudiante mondiale et pluridisciplinaire, plaident fortement en faveur de l'adoption de politiques de Licences Socialement Responsables (LSR) dans les universités et les IR. En 2015, UAEM a mené une enquête auprès de neuf universités situées en Europe et en Amérique du Nord, ayant adopté une politique de LSR, dans le but de collecter et de décrire leur expériences et défis face à l'implantation de ces nouvelles normes institutionnelles. À partir d'entretiens menés avec des chargés de valorisation de la recherche, nous avons mis en évidence les principales dispositions utilisées par les universités interrogées pour contribuer à assurer l'accès universel et abordable aux technologies de santé issues de leurs institutions.

Là où elles furent adoptées, les politiques de LSR ont contribué à éveiller la responsabilité de la communauté académique à l'égard de l'impact de la gestion de la PI sur l'accès aux médicaments. Conséquemment, elles purent également inciter les départements de valorisation de la recherche à développer, lors des négociations et dans les contrats signés avec les partenaires industriels, des stratégies protectrices de la santé publique. Les résultats partiels de cette enquête ont été présentés auprès du Panel d'Experts de Haut Niveau du Secrétaire Général des Nations Unies sur l'Accès aux Médicaments<sup>3</sup> et incorporés au rapport final dans la section 2.6.2: 'intellectual property generated from publicly-funded research'.<sup>4</sup> Face à l'importance de ces résultats, UAEM recommande que les

<sup>1</sup> Reuters T. The Changing Role of Chemistry in Drug Discovery. International Year of Chemistry 2011. p. 13

<sup>2</sup> Gotham Dzintars, Redd Chris, Thaysen Morten, Ha Tabitha, Chow Heidi and Athersuch Katy. "Pills and profits How drug companies make a killing out of public research", Stop Aids, Londres, Octobre 2017. [Accès le 20 mars 2018] [Disponible sur <https://stopaids.org.uk/wp/wp-content/uploads/2017/10/Pills-and-profits-report-WEB-002.pdf>]

<sup>3</sup> Submission of Universities Allied for Essential Medicines au UN High Level Panel on Access to Medicines, "Adoption of Global Access Licensing at Universities and Public Research Institutions", 29 février 2016. [Accès le 20 mars 2018] [Disponible sur <http://www.unsgaccessmeds.org/inbox/2016/2/29/universities-allied-for-essential-medicines-uaem>]

<sup>4</sup> UN Secretary-General and Co-Chairs of the High-Level Panel. The United Nations Secretary-General's High-Level Panel on Access to Medicines Report: Promoting innovation and access to health technologies, September 2016, p. 26-27. [Accès le 20 mars 2018] [Disponible sur

états membres de l'ONU, dont la France, déterminent avec urgence: l'implantation de politiques de LSR au sein des universités et IR et de leur respectifs départements de valorisation de la recherche; la formation et le partage de bonnes pratiques entre les chargés de valorisation de la recherche des universités et IR; l'implantation de mécanismes de veille sur de l'impact social des technologies licenciées issues de la recherche publique quant à leur accès abordable et universel pour les patients et citoyens du monde.